**COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES DU 2 OCTOBRE 2015 SUR LE PROJET DE BUDGET ET LA LOI DE FINANCES 2016**

Le budget 2016 présenté au Conseil des Ministres du 30 septembre 2015 aurait dû être tout autre … Ce budget 2016, c'est toujours plus d'austérité avec une nouvelle amputation de 16 milliards d'euros des moyens budgétaires alloués à l'action publique dont 5,1 milliards d'euros au titre du budget de l'État, 3,5 et 7,4 milliards d'euros au titre des budgets des collectivités territoriales et des régimes sociaux !

Le budget 2016, c'est toujours moins de contributions pour les entreprises au titre du pacte dit de responsabilité avec des allégements d'impôts et de cotisations patronales au seul service de la rentabilité du capital ! La reconduite du dispositif CICE dont on ne sait chiffrer que ce qu'il coûte 18 milliards en 2014, mais absolument pas ce qu'il rapporte notamment en termes d'emplois,est une preuve accablante de cette volonté délibérée du Gouvernement.

Le budget 2016, c'est une attaque en règle contre l'impôt sur le revenu qui connaîtra une nouvelle baisse de 2 milliards d'euros ! C'est la négation de la nécessaire progressivité de l'impôt et de l'article 13 de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen qui affirme que plus le contribuable dispose de facultés contributives, plus il doit payer l'impôt.

Le budget 2016, c'est pour les agents de la DGFiP, l'attaque contre leurs règles de gestion et leur pouvoir d'achat de nouveau en baisse.

Le budget 2016 pour la Direction Générale des Finances Publiques : c'est plus de 2 000 suppressions d'emplois. C'est après les fermetures massives prévu fin 2015, plusieurs centaines de services qui fermeront fin 2016. Restructurations, destructions des services publics locaux et de proximité. Pour exemple plusieurs dizaines de trésoreries ont vu élus usagers et personnels se mobiliser contre leur fermeture. Parfois avec succès. L'administration a reculé devant ces mobilisations. Pourtant les menaces subsistent.

Tout cela alors que cette administration accueille ou répond à plus de 25 millions de sollicitations par an, que la fraude fiscale est estimée à plus de 60 milliards, qu'il est toujours plus que nécessaire de contrôler les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales : autant de missions qui sont celles de la DGFiP.

La CGT Finances Publiques revendique le renforcement des missions de la DGFiP et donc le renforcement des moyens matériels de la DGFiP ainsi que le comblement des vacances d'emplois et la création de plusieurs milliers d'emplois à la DGFiP pour pouvoir exercer pleinement les missions qui sont les nôtres..Elle revendique un budget à la hauteur de ces exigences légitimes dans l'intérêt général.

**Pour la CGT, il est temps de mettre un coup d'arrêt à ces politiques qui n'ont fait que nourrir la crise, les actionnaires , les marchés financiers et le capital. Il est urgent de construire un budget et des Lois de finances organisant une autre répartition des richesses produites tant par le capital que par le monde du travail, pour assurer le financement de l'action publique, des services publics et des traitements des fonctionnaires. La CGT Finances Publiques dénonce un budget 2016 et une loi de finances 2016 dangereuse pour le financement des services publics et appelle les personnels de la DGFiP actifs et retraités, fonctionnaires et non-titulaires, à faire du jeudi 8 octobre, une puissante journée de grève et de manifestations.**

**fichiers:** Télécharger communique_presse_cgt_finances_publiques_loi_de_finances_2016.pdf (92.13 Ko)
**Public:** Communiqué presse

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information



Courriel *

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank